

Allemagne

Commission commerce/économie

Faut-il choisir la coopération ou la protection face à la nouvelle “route de la soie” et face aux relations commerciales entre la Chine et l’Union Européenne?



L'Allemagne est une république parlementaire constitutionnelle fédérale aussi nommée RFA, c'est à dire que notre État est un État souverain composé de régions ou provinces disposant d'une autonomie de gestion, nommées États fédérés. Notre pays se compose donc de 16 États qui ont chacun leur constitution et bénéficient d'une grande autonomie quant à leur organisation interne. Trois d'entre eux sont des villes-États: Brême, Hambourg et Berlin. Notre capitale est Berlin et, la superficie de notre pays situé en Europe centrale est de 357 027 km<sup>2</sup>. La langue principale de notre pays est l'allemand et, la grande majorité de notre population est de confession catholique et protestante. Notre pays est dirigé par notre chef de gouvernement, notre chancelière fédérale, Angela Merkel et par notre chef d'État, notre président fédéral, Frank-Walter Steinmeier qui assume essentiellement une fonction de représentation. Notre monnaie est l'euro. Notre population actuelle est de 83 149 300 habitants et sommes ainsi le pays le plus peuplé de l'Union Européenne. Notre indice de développement humain est de 0,93, 4ème au rang mondial et notre PIB annuel en 2019 de 3 435 milliards d'euros. Notre PIB par habitant en 2019 est ainsi de 41 350 euros. Notre taux de croissance en 2019 a été de 0,6% et notre taux de chômage de 5,1%. Notre unité s'est faite en 1871 et avons subi la séparation de notre pays en deux en 1949 entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est. La chute du mur eu lieu en 1989 et notre réunification s'est ainsi suivie. Notre hymne national est le “Das Deutschlandlied”. Nous sommes un des membres fondateurs de l'Union Européenne, nous avons été membres de la CECA en 1949 et membres de la CEE en 1957 crée suite au Traité de Rome et qui est à l'origine de l'UE. Nous avons ainsi fait parti de l'Europe des six. Nous sommes membres de l'espace Schengen depuis le 26 mars 1995 et sommes membres du G7, G20 et de l'OTAN. Nous abritons de plus dans notre pays, le siège de la Banque Centrale Européenne ainsi que celui du Tribunal International du droit de la mer. C'est pour cela, qu'en tant que pays central de l'Union Européenne nous voulons nous intéresser à la problématique de: faut-il choisir la coopération ou la protection face à la nouvelle “route de la soie” et face aux relations commerciales entre la Chine et l'Union Européenne?

Les enjeux et problèmes soulevés par la problématique évoquée précédemment concernent notre pays, l'Allemagne. Le PIB européen est de 16 451 491 milliards d'euros. Ainsi, nous représentons environ 20% du PIB européen. L'Union Européenne est une des premières zones économiques mondiales. Le PIB européen représente 21% du PIB mondial. Le marché européen est de nos jours un marché commun, unique avec des économies et des traditions économiques différentes selon les pays. En effet, notre économie repose essentiellement sur l'industrie (25,8 %), l'administration publique, la défense, l'éducation, la santé et les services sociaux (18,2 %), ainsi que sur le commerce de gros et de détail, les transports et les services d'hébergement et de restauration (16,3 %). Notre commerce intra-UE représente 59 % des exportations de notre pays (dont France: 8 % et Pays-Bas: 7 %). Nos exportations hors UE s'élèvent à 9 % pour les États-Unis et à 7 % pour la Chine. De plus, 66 % de nos importations proviennent d'États membres de l'UE (dont Pays-Bas: 14 %, France: 6 % et Belgique 6 %). En dehors de l'UE, 7 % nos importations proviennent de Chine et 4 % des États-Unis. La Chine est de nos jours le pays qui exporte le plus (12,8% des PDM) mais est 3ème dans la liste des pays qui importent le plus. Nous sommes le 3ème pays qui exporte le plus (8% de PDM) derrière les États-Unis (8,5% de PDM). Ainsi, nous considérons que cette problématique nous concerne étant donné nos relations commerciales avec la Chine. Face à l'émergence de l'ambition chinoise, nos pays européens se divisent. En Europe, la politique adoptée face au projet Chinois est ambiguë. En effet, nous sommes divisés entre les différents intérêts nationaux. D'un côté, certains pays comme

nous restons méfiant face à ce projet qui représente une opportunité pour la Chine d'étendre sa suprématie et d'alimenter notre dépendance à celui-ci mais, d'autres y voient une opportunité d'accentuer la mondialisation. Nous considérons ainsi ce dossier l'un des plus importants des relations internationales. Comme dit précédemment et compte tenu de l'étendue du projet chinois, nous restons prudent et méfiants. Nous restons favorables aux investissements chinois mais devons élaborer une stratégie face à la Chine, Chine pouvant être capable de diviser l'Europe. Nous ne voulons en aucun cas que les infrastructures et notre commerce en Europe centrale et occidentale dépende de la Chine. Notre intention n'est donc pas de barrer la route à la Chine mais d'établir un partenariat commercial fondé sur la réciprocité en matière d'ouverture de marchés. Nos interlocuteurs chinois préfèrent la formule gagnant-gagnant. Pourquoi pas? À condition que ce ne soit pas la Chine qui soit deux fois gagnante. Nous sommes donc prêts à travailler avec les pays européens pour établir un partenariat équitable entre nous et la Chine mais sous certaines conditions. La Chine est notre deuxième client d'exportations mais celle-ci est notre premier fournisseur. Nous sommes le partenaire économique et exportateur de technologies le plus important d'Europe pour la Chine et recevons d'énormes investissements chinois sur notre territoire. Nous sommes donc ouverts à la discussion et sommes prêts à approfondir les relations commerciales et économiques entre l'UE et la Chine. Mais, sous garantie de plusieurs conditions: le projet ne doit pas être seulement favorable à l'économie chinoise et le projet ne doit pas impliquer une dépendance économique et donc une perte de la souveraineté économique de nos pays européens. Cependant, nous restons à l'affût des États-Unis, un de nos principaux partenaires commerciaux et économiques. En effet, la coopération avec la Chine face aux nouvelles routes de la soie et face aux relations commerciales entre l'UE et la Chine supposerait l'accélération des tensions et de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Nous nous réservons donc de donner nos solutions postérieurement mais indiquons que nous sommes ouverts au débat tout en restant méfiants du projet. Ainsi, ce projet qui concerne tous les secteurs nous inquiète sur certains points tel l'endettement de certains pays face à la Chine, les ambitions géopolitiques et les géostratégiques du projet chinois, une mondialisation à la chinoise où il existerait une rivalité de la banque chinoise avec la banque mondiale. Notre pays a déjà mis en place des solutions pour cette problématique. En effet, les nouvelles routes de la soie favorisent le libre-échange et nous permettraient d'exporter nos marchandises en Chine. Nous avons tout intérêt à alimenter notre économie d'exportation qui représente un grand pourcentage de notre économie en entretenant de bonnes relations avec nos partenaires commerciaux étrangers tel que la Chine, mais devons également réfléchir à nos relations européennes. Nous devons ainsi avoir la garantie que ces nouvelles routes de la soie puissent alimenter nos exportations à travers le monde (difficultés dans l'industrie automobile doivent pouvoir être par exemple surmontées grâce aux nouvelles exportations). Nous avons par exemple l'objectif commun de conclure avec succès les négociations sur un accord d'investissement UE-Chine avant fin 2020.

Nous sommes donc plutôt favorables pour une coopération européenne face au projet chinois et face aux relations commerciales entre la Chine et l'UE mais prenons tout de même nos précautions, sachant d'autant plus que nous sommes un pays europhile.